

Mali : élection bidon, profit béton

samedi 20 juillet 2013, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 18 juillet 2013).

28, c'est le nombre de candidats qui se présentent aux élections présidentielles du Mali qui doivent se tenir fin juillet. Des élections qui restent largement contestées au regard de l'impréparation à quelques semaines des échéances.

L'accord de paix signé à Ouagadougou, qui permet l'entrée de l'armée malienne dans la région de Kidal par le cantonnement des miliciens du MNLA, reste des plus précaires. Des incidents quotidiens surviennent, avec parfois des blessés graves entre partisans du MNLA et les soldats de la Minusa. De plus, l'insécurité reste importante dans la région du Nord. L'administration est défailante et parfois totalement absente, les listes électorales ne sont pas fiables et la distribution des cartes électorales reste hasardeuse, d'autant qu'il y aurait, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), 353 455 déplacés à l'intérieur du pays et 174 394 réfugiés dans les pays limitrophes [1].

Des élections pour écarter les populations

Plusieurs candidats à la magistrature suprême, dont Tiébilé Dramé, l'ancien négociateur pour Bamako des accords de Ouagadougou, appellent à un report des élections. Mais Dioncounta Traoré, président par intérim, refuse parce que François Hollande reste intransigeant sur la date. Comme souvent, le calendrier des occupants est rarement en phase avec les échéances des occupés. En effet, pour les puissances occidentales, le Mali doit retrouver sa normalité constitutionnelle. Peu importe que ce soit totalement factice, cela permettra de légitimer les opérations de l'ONU et de formaliser la coopération des États-Unis avec les nouvelles autorités.

La question du report des élections n'est pas seulement motivée par les difficultés techniques, elle est aussi politique car ce pays a vécu l'une de ses plus graves crises depuis son existence. Cette crise a mis en lumière la faillite de l'État, la corruption et l'incurie des dirigeants. Elle a aussi permis que les djihadistes et les trafiquants prennent le contrôle des trois quarts du territoire. Elle a également provoqué de profondes divisions entre les communautés, allant parfois même jusqu'aux affrontements. Il est révélateur que les populations réfugiées refusent toujours de revenir chez elles.

Les tensions exacerbées, le discrédit des dirigeants du pays parmi les populations, devraient pousser à un profond processus de rénovation politique. Le premier impératif serait que les populations puissent s'exprimer, se retrouver à l'échelon du quartier ou du village, pour définir quelles devraient être les priorités de l'État et définir un nouveau mode de gouvernance. C'est précisément ce que ne veulent ni la France ni le pouvoir en place, au risque de retomber dans les mêmes travers, avec une élection présidentielle bâclée qui apparaîtra comme illégitime aux yeux de bon nombre de Maliens et Maliennes.

Les affaires continuent

Alors, pour prévenir toute contestation ultérieure des élections, lorsqu'il a reçu les 28 candidats, Dioncounta Traoré a déclaré que « *tous les candidats sont à égalité sur les insuffisances et les imperfections relevées ici et là* » [2]. Pas si sûr, car les carences dans le processus électoral facilitent grandement les fraudes électorales du pouvoir en place qui est loin d'être novice en la

matière. Le ministre chargé des élections, le général Kafougouna Koné, est celui qui avait organisé le dernier scrutin électoral, entaché de multiples fraudes, permettant de porter au pouvoir Amadou Toumani Touré qui sera par la suite renversé par le coup d'État du 22 mars 2012.

D'autant que le dernier remaniement ministériel, à en croire une note confidentielle du FMI [3] qui a fuité, a pour seul but de faire profiter les dirigeants durant ce dernier mois de pouvoir, afin qu'ils s'enrichissent à l'occasion d'investissements importants de l'État... Et dans le même temps, Michel Roussin (un ex des services secrets et ancien ministre de la Coopération de Chirac) a conduit pour le Medef une délégation d'une trentaine de chefs d'entreprise, afin de participer à la reconstruction du Mali, dont le financement est à hauteur de trois milliards de dollars par les bailleurs de fonds.

Comme quoi le hasard fait bien les choses !

Paul Martial

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 204 (18/07/13). <http://www.npa2009.org/>

Notes

[1] <http://reliefweb.int/report/mali/mali-urgence-complexe-rapport-de-situation-no-36-05-juillet-2013>.

[2] <http://maliactu.net/polemique-autour-de-la-tenue-de-la-presidentielle-ce-que-dioncounda-a-dit-aux-candidats>

[3] www.maliweb.net/news/economie/2013/07/01/article_155780.html